



**PORTS RADE DE TOULON
ZI de Bregailon
663 av de la 1^{ère} Armée Française
83500 LA SEYNE**

— RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION —

**ACCORD-CADRE FOURNITURE ÉNERGIE ÉLECTRIQUE
POUR LE POINT DE LIVRAISON CENAQ DU TERMINAL
TOULON CÔTE D'AZUR**

**Entité Adjudicatrice conformément articles L. 1212-1 et L. 1212-3 3° du code de la
commande publique**

**DATE ET HEURE LIMITES DE REMISE DES OFFRES :
MERCREDI 27 AOÛT 2025 à 12 HEURES**

1 OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Le présent Accord-cadre porte sur la **Fourniture d'énergie électrique active** hors acheminement, la responsabilité d'équilibre, le mécanisme de capacité, les CEE, les services associés pour le point de livraison lié aux potences d'alimentation électricité active des navires à quai.

➤ **CLASSIFICATION CPV** : Nomenclature Européenne (CPV) : 09310000-5 – Electricité

2 ÉTENDUE DE LA CONSULTATION

2.1 Forme de la consultation

Le présent accord-cadre est passé suivant la procédure de l'appel d'offres ouvert en application des articles L. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

La consultation aboutira à un accord-cadre multi-attributaire, à marchés subséquents passé en application des articles L. 2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-12 du Code de la commande publique.

Le nombre maximum de participants est fixé à 4 opérateurs économiques (sous réserve d'un nombre suffisant d'offres).

Les marchés subséquents passés sur le fondement de l'accord-cadre se feront dans les conditions fixées aux articles R. 2162-7 à R. 2162-12 du Code de la commande publique.

2.2 Fractionnement de la consultation

L'accord-cadre n'est pas alloti

2.3 Variantes

- Les variantes libres à l'initiative du fournisseur ne sont pas autorisées.
- L'entité adjudicatrice peut demander, dans le cadre des marchés subséquents, des variantes qu'il attribuera ou non notamment pour la prise en compte des objectifs de développement durable et de la transition énergétique. L'entité adjudicatrice peut demander une cotation de l'énergie renouvelable ou toute autre variante selon les possibilités du marché.

2.4 Modification du dossier de consultation

L'entité adjudicatrice se réserve la possibilité d'apporter, au plus tard 6 jours calendaires avant la date fixée pour la remise des offres, des modifications d'ampleur limitée au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, les dispositions de l'alinéa précédent sont applicables en fonction de cette nouvelle date.

2.5 Délai de validité des offres

- Le délai de validité des offres à l'accord-cadre est fixé à 3 mois à compter de la date limite de réception des offres.
- Le délai de validité des offres de prix de chaque marché subséquent sera défini conformément à l'article 4 du CCAP.

L'entité adjudicatrice se réserve le droit de ne pas donner suite à la présente consultation.

Dans le cas où il n'est pas donné suite à l'accord-cadre, les candidats ne peuvent prétendre à aucune indemnité.

3 CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES D'EXÉCUTION DE LA PRESTATION

3.1 Objet de l'accord-cadre.

L'accord-cadre est conclu avec seulement un maximum en quantité, conformément 2° de l'article R. 2162-4 du Code de la commande publique.

Le présent accord cadre s'exécutera par marchés subséquents dans les limites suivantes :

Volume	Volume maximum MWh /an
Sans minimum	10 000

3.2 Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu à compter de la réception par le titulaire de la lettre portant notification du marché, pour une première période de deux ans. Passé cette date, le présent marché pourra se renouveler par tacite reconduction pour une période supplémentaire d'une année.

La durée des marchés passés sur la base de l'accord cadre sera fixée dans les marchés subséquents. Le délai d'exécution du dernier marché subséquent ne peut excéder de plus de sept mois la date limite de validité de l'accord-cadre.

3.3 Délai de livraison de la fourniture

Les délais à respecter sont spécifiés dans les différents marchés subséquents.

3.4 Modalités de financement du marché et délai de règlement

Le mode de règlement est le virement bancaire. Les modalités de financement du marché sont définies au CCAP et s'exécutent conformément aux prescriptions des articles R. 2191-3 à R. 2192-136. Cession ou nantissement du marché possible.

Le marché est financé par les recettes d'exploitation des ports de commerce. Les prix sont fermes et/ou révisables selon les modalités définies dans le CCAP/CCTP et par les marchés subséquents.

4 CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation, en application de l'article R. 2132-1 du code de la commande publique, contient les pièces suivantes :

- le contrat d'accord cadre **(valant acte d'engagement)** ;
- le présent Règlement de Consultation (RC) et son annexe ;
- le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- les formulaires DC1 et DC2 ;

Les pièces administratives et techniques, le RC, le CCAP, le CCTP demeurent communs à l'accord-cadre et à tous les marchés subséquents.

Le retrait libre et gratuit des dossiers de consultation des entreprises se fait uniquement par voie dématérialisée à l'adresse électronique suivante : www.marches-publics.gouv.fr. Aucune demande d'envoi du dossier sur support papier ou sur support physique électronique n'est autorisée.

Lors du téléchargement du dossier de consultation, il est conseillé au candidat de s'identifier en renseignant le nom de la société, le nom de la personne physique téléchargeant les documents et une adresse électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique, afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuelles modifications, précisions ou report de délais.

Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme de dématérialisation lors du déroulement de la présente consultation en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse électronique, en cas de non-identification de la personne lors du téléchargement, en cas de non-indication de ladite adresse électronique ou en cas de suppression de l'adresse.

Il est recommandé à tout candidat de consulter régulièrement la plateforme afin de s'assurer qu'il bénéficie bien des dernières modifications éventuelles.

En cas de difficulté quant au téléchargement du D.C.E, le candidat est invité à se rapprocher de la hotline technique de la plate-forme.

5 GROUPEMENTS D'ENTREPRISE

Conformément à l'article R. 2142-21 du code de la commande publique, la personne publique interdit aux candidats de présenter leurs offres pour un même lot, en agissant à la fois en qualité de candidats individuels ou de membres d'un ou de plusieurs groupements.

Les groupements momentanés d'entreprises sous forme solidaire ou conjointe sont autorisés. Quelle que soit la forme du groupement, un mandataire est désigné dans le contrat d'accord-cadre. Le mandataire est dans tous les cas solidaires de chacun des membres du groupement pour les obligations contractuelles en ce qui concerne l'exécution du marché.

La composition du groupement ne peut, conformément à l'article R. 2142-26 du code de la commande publique, être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché à l'exception de l'hypothèse mentionnée au même article.

6 CONFIDENTIALITÉ

L'attention du candidat est appelée sur l'engagement de confidentialité souscrit à l'occasion du dépôt de sa candidature et de son offre ou de ses offres.

7 SÉLECTION DES CANDIDATURES ET OFFRES

7.1 Les critères relatifs à l'appréciation de la candidature sont :

Capacités techniques et professionnelles, capacités économiques et financières en rapport avec l'objet du marché et ses conditions d'exécution.

Il aura lieu dans les conditions prévues aux articles R. 2144-1 à R. 2144-7 du code de la commande publique.

7.2 Les critères de jugement des offres à l'accord-cadre :

Pour choisir l'offre économiquement la plus avantageuse, il sera tenu compte des critères pondérés comme suit :

Critères de jugement des offres à l'accord-cadre	Notation sur 100 points
A – Prix de l'offre – cotation indicative	20
B – Valeur technique de l'offre appréciée au regard de :	75 points décomposés comme suit :
B1 – Qualité d'exécution des prestations	30
B2 – Qualité de l'outil de suivi des consommations	25
B3 - Facturation	20
C – Politique environnementale	5

- ❖ **Critère A : Prix de l'offre**, noté sur **20 points** sur la base de la cotation indicative :

La formule utilisée s'écrit :

$$\text{Note de l'offre examinée} = \frac{\text{Montant de la cotation indicative la moins disante}}{\text{Montant de la cotation indicative examinée}} \times 20$$

- ❖ **Critère B : Valeur technique de l'offre**, notée sur **75 points** et jugée au regard du mémoire technique transmis par le candidat selon les sous-critères suivants :

- **Sous critère B1 : Qualité d'exécution des prestations, notée sur 30 points :**
 - Modalité et délais de suivi des demandes clients, sur 10 points ;
 - Gestion des optimisations des coûts d'accès aux réseaux, sur 10 points ;
 - Qualité de la relation clientèle : interlocuteur unique dédié et suppléant (coordonnées, compétence, disponibilité, réactivité) sur 10 points.
- **Sous-critère B2 : Qualité de l'outil de suivi des consommations, notée sur 25 points :**
 - Fonctionnalité de l'outil de suivi en ligne (simplicité, visibilité du contenu et des graphismes, alerte sur les dérives des consommations, puissances atteintes et courbes de charges), sur 15 points ;
 - Délai de mise à disposition des factures, bilans annuels, fichiers de suivi mensuel dans l'espace client, sur 10 points.
- **Sous-critère B3 : Facturation, notée sur 20 points :**
 - Qualité des modalités de facturation et clarté de la facture, sur 10 points ;
 - Démarche qualité mise en place pour le suivi de la facturation, sur 10 points.

La note obtenue par le candidat pour le critère B représentera 75 % de la note finale.

- ❖ **Critère C : Politique environnementale**, notée sur **5 points** et jugée au regard du mémoire technique remis par le candidat. Sera jugé l'ensemble des actions menées par les candidats en matière de politique environnementale.

Le critère valeur technique B et démarche développement durable C seront jugés de la manière suivante :

0 : Renseignement non fourni
10 % de la note : Offre conforme au CCTP mais jugée insatisfaisante car ne présentant pas, au vu de l'ensemble des offres, d'avantages ou points positifs pour répondre à l'attente exprimée par le pouvoir adjudicateur en regard du critère annoncé
25 % de la note : Offre conforme au CCTP, jugée peu satisfaisante, car présentant au vu de l'ensemble des offres, peu d'avantages ou points positifs pour répondre à l'attente exprimée par le pouvoir adjudicateur en regard du critère annoncé
50 % de la note : Offre conforme au CCTP, jugée suffisante car présentant au vu de l'ensemble des offres, suffisamment d'avantages ou points positifs pour répondre de façon adaptée à l'attente exprimée par le pouvoir adjudicateur en regard du critère annoncé
75 % de la note : Offre conforme au CCTP, jugée bonne et avantageuse car présentant au vu de l'ensemble des offres beaucoup d'avantages ou points positifs pour répondre de façon satisfaisante à l'attente exprimée par le pouvoir adjudicateur en regard du critère annoncé
100 % de la note : Offre conforme au CCTP, jugée excellente car présentant au vu de l'ensemble des offres le maximum d'avantages ou points positifs pour répondre de façon très satisfaisante à l'attente exprimée par le pouvoir adjudicateur en regard du critère annoncé

Conformément aux articles R. 2152-1 et R. 2152-2 du code de la commande publique, les offres irrégulières, inappropriées ou inacceptables sont éliminées. Toutefois, l'acheteur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses. La régularisation des offres irrégulières ne peut avoir pour effet de modifier des caractéristiques substantielles des offres.

A l'issue, les offres seront classées selon les critères précités conformément à l'article R. 2152-6 du code de la commande publique.

L'accord-cadre ne peut être attribué aux candidats retenus que sous réserve que ceux-ci produisent dans le délai qui leur sera imparti par la CCI du Var les documents visés aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du code de la commande publique.

Conformément à l'article R.2144-7 du code de la commande publique, si un candidat ou un soumissionnaire se trouve dans un cas d'interdiction de soumissionner, ne satisfait pas aux conditions de participation fixées par l'acheteur ou ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par l'acheteur, sa candidature est déclarée irrecevable et le candidat est éliminé.

7.3 Les critères de jugement des offres dans les marchés subséquents :

S'agissant de l'attribution des marchés subséquents dans le cadre de l'accord-cadre, ces derniers feront l'objet d'une remise en concurrence entre les titulaires de l'accord-cadre. Conformément à l'article R. 2162-12 du code de la commande publique, les critères d'attributions des marchés subséquents sont détaillés à l'article 5 du CCAP et reposent sur deux critères :

- Critère Coût unitaire global pondéré à 95/ 100 ;
- Critère qualité de l'outil de suivi des consommations pondéré à 5/100.

Les candidats sont informés que l'attribution de l'accord-cadre donnera lieu à sa signature manuscrite (version papier).

8 PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET OFFRES

La présente consultation fait l'objet d'une procédure dématérialisée : les candidats doivent ainsi présenter leur candidature et offre par voie électronique exclusivement via le site www.marches-publics.gouv.fr après s'être inscrits.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes. Il peut également utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) ou le Document Unique de Marché Européen (DUME) pour présenter sa candidature.

L'attention du candidat est attirée sur le fait que les modèles d'imprimés DC1 et DC2 à utiliser sont ceux mis à jour en date du 1er avril 2019 et joints à la présente consultation.

Les candidats doivent produire les pièces ci-dessous rédigées en français, complétées, datées et signées par une personne habilitée à engager l'entreprise (joindre le pouvoir du signataire).

Conformément aux articles R. 2144-2, R. 2144-6 du code de la commande publique, l'entité adjudicatrice pourra demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature, des pièces ou informations absentes ou incomplètes,

8.1 Éléments d'appréciation de la candidature

Pièces de candidature
La lettre de candidature DC1 (disponible à l'adresse suivante : http://www.minefi.gouv.fr , « espace marchés publics »).
Le formulaire DC2 actualisé, disponible à l'adresse suivante (http://www.minefi.gouv.fr , « espace marchés publics ») ou une déclaration sur l'honneur, en application de l'article R.2143-3 du CCP
Mention du placement en redressement judiciaire, le cas échéant
La liste des personnes habilitées à engager l'entreprise candidate avec délégation de pouvoir .
Le dernier bilan, le compte d'exploitation et le rapport du commissaire aux comptes ; le chiffre d'affaires des 3 dernières années, disponibles.
La copie de l'autorisation de fourniture d'électricité et /ou de gaz naturel non invalidée ou copie de la demande d'autorisation délivrée par le ministère, en cours de validité, conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.
Un dossier de présentation de l'entreprise précisant ses expériences en matière de prestations similaires permettant d'évaluer les capacités techniques et professionnelles, ses moyens techniques et en personnes en précisant s'il est fait recours, le cas échéant à la sous-traitance.
Des références et/ou des attestations de capacité pour des prestations similaires à la présente consultation (nature et durée) avec indication des coordonnées d'un contact (recommandé). Le candidat remplira le tableau fourni à cet effet en annexe n°1 au Règlement de la Consultation.

Conformément à l'article R. 2142-3 du code de la commande publique, un opérateur économique peut avoir recours aux capacités d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens qui l'unissent à ces opérateurs.

Conformément à l'article R. 2142-13 et R. 2142-14 du code de la commande publique, si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché public. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.

NOTA 1 : conformément à l'article R. 2143-13 du code de la commande publique, à l'exception de la lettre de candidature (ou formulaire DC1) le candidat peut mettre à la disposition de la CCI du Var les documents et renseignements mentionnés ci-dessus sur un espace stockage numérique à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

8.2 Éléments constitutifs de l'offre

Pièces de l'offre
<p>1 – L'acte d'engagement.</p> <p><i>La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.</i></p> <p><i>Le candidat a la possibilité de signer l'acte d'engagement. Dans la mesure où l'acte d'engagement ne serait pas signé lors de la remise de l'offre, le candidat s'engage à signer le présent acte d'engagement dans le cas où celui-ci deviendrait attributaire du marché.</i></p>
<p>2- Un mémoire technique détaillant les critères suivants</p> <p>Critère B : Valeur technique de l'offre</p> <p>Sous critère B1 : Qualité d'exécution des prestations</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Modalité et délais de suivi des demandes clients ; ○ Gestion des optimisations des coûts d'accès aux réseaux ; ○ Qualité de la relation clientèle : interlocuteur unique dédié et suppléant (coordonnées, compétence, disponibilité, réactivité). <p>Sous-critère B2 : Qualité de l'outil de suivi des consommations</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Fonctionnalité de l'outil de suivi en ligne (simplicité, visibilité du contenu et des graphismes, alerte sur les dérives des consommations, puissances atteintes et courbes de charges...) ; ○ Délai de mise à disposition des factures, bilans annuels, fichiers de suivi mensuel dans l'espace client. <p>Sous-critère B3 : Facturation</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Qualité des modalités de facturation et clarté de la facture ; ○ Démarche qualité mise en place pour le suivi de la facturation. <p>Critère C : Politique environnementale</p> <p>L'ensemble des actions menées par les candidats en matière de politique environnementale.</p>
<p>3 - Un exemple de facture</p>
<p>Tout autre document que le candidat jugera utile à l'appui de sa candidature et de son offre comme la déclaration relative à la lutte contre le travail dissimulé, les autorisations et agréments divers, des documents techniques, etc.</p>

9 UNITÉ MONÉTAIRE

Les candidats sont informés que la personne publique souhaite conclure le marché dans l'unité monétaire EURO.

10 CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS

L'entité adjudicatrice impose la transmission des plis par voie électronique pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée. La remise d'une offre papier entraînera son rejet sans régularisation.

Les candidatures et les offres électroniques doivent être remises exclusivement à l'adresse suivante : www.marches-publics.gouv.fr.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre du lot concerné définies au présent règlement de la consultation.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Les candidats doivent prendre connaissance des prérequis techniques relatifs au dépôt des candidatures et des offres qui sont détaillés sur la plate-forme PLACE (www.marches-publics.gouv.fr).

Avant toute manipulation sur le site, le candidat peut tester la configuration du poste accessible par le menu « se préparer à répondre tester la configuration de mon poste ».

Les candidats disposent en cas de besoin sur le site www.marches-publics.gouv.fr d'un service d'assistance en ligne et d'un support téléphonique.

L'utilisation de la plate-forme nécessite des postes de travail récents :

- disposant de logiciels (OS et Navigateurs) maintenus par leurs éditeurs d'origine,
- disposant des dernières mises à jour logicielles, et notamment des patches de sécurité émis par les éditeurs correspondants.

Il est également conseillé d'éviter dans le nom des fichiers à déposer les caractères spéciaux (ex. : « ; & ; ...). Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

Chaque candidat doit préalablement contrôler tout fichier constitutif de la candidature et de l'offre par un antivirus tenu à jour. Tout document électronique envoyé par un candidat dans lequel un virus informatique est détecté par la CCI du Var fera l'objet d'un archivage de sécurité sans lecture dudit document. Ce document est dès lors réputé n'avoir jamais été reçu et le candidat en est informé.

Toute transmission électronique peut être accompagnée de l'envoi d'une copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique.

La copie de sauvegarde devra indiquer le nom du candidat et être placée dans un pli scellé qui portera la mention « **COPIE DE SAUVEGARDE – Accord-Cadre fourniture électricité – Ne pas ouvrir** » et qui sera adressé à l'adresse ci-dessous par tous les moyens à la convenance du candidat permettant de donner date et heure certaine à son dépôt et de garantir sa confidentialité. Il pourra également être remis à la même adresse contre récépissé :

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DU VAR

Service des Marchés Publics
ZIP de Brégaillon
663, avenue de la 1^{ère} Armée Française
83500 – La Seyne-sur-Mer

Jours et Heures d'ouverture de la CCI du Var : Du lundi au vendredi : de 8H30 à 12H30 et de 14H00 à 17H00.

Les candidats sont informés que la copie de sauvegarde ne sera ouverte que dans les cas prévus à l'article 2 de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde et l'arrêté du 14 avril 2023 modifiant l'annexe 6 du code de la commande publique.

Le rejet d'une copie de sauvegarde parvenue à l'entité adjudicatrice après l'expiration du délai de remise des offres n'implique aucunement le rejet de l'offre elle-même, si cette dernière a été reçue dans les délais prévus par l'avis de publicité.

Le guide général utilisateur entreprise de la plateforme de dématérialisation PLACE est téléchargeable sur le site : www.marches-publics.gouv.fr.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Les frais d'accès au réseau sont à la charge de chaque candidat. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limite de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du marché par les parties.

11 DATE ET HEURE DE REMISE DES OFFRES

La date et heure limite de remise des offres est fixée au : **MERCREDI 27 AOÛT 2025 À 12 HEURES**

Délai impératif :

Les dossiers pour lesquels l'avis de réception électronique émis par la plateforme de dématérialisation serait délivré après la date et l'heure limite fixée ci-dessus ne seront pas retenus.

12 VISITE DES LIEUX

Sans objet

13 DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Les entreprises pourront, avant la remise de leur offre, obtenir tous les renseignements qui pourraient leur faire défaut sur la connaissance du marché, à condition qu'ils ne soient pas de nature à porter atteinte à l'égalité des candidats.

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 13 jours calendaires avant la date limite de réception des offres, une demande écrite à :

Renseignement (s) technique (s) et administratif (s) :

Chambre de Commerce et d'Industrie du Var
Service des Marchés Publics
ZIP de Brégailon
663, avenue de la 1^{ère} Armée Française
83500 – La Seyne-sur-Mer

Correspondant : Madame Sophie PACHECO

Tél. 04.94.22.80.51

Mail : marches.publics@var.cci.fr

Horaires d'ouverture : du lundi au vendredi de 8h30 à 12h30 et de 14h à 17h.

Toute demande devra de préférence être effectuée par le biais de la plateforme de dématérialisation, à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Si la date limite de remise des offres est reportée, le délai de 13 jours calendaires s'applique sur la base de la nouvelle date limite de remise des offres.

Une réponse sera alors adressée à toutes les entreprises, 7 jours calendaires au plus tard avant la date limite de réception des offres.

Par ailleurs, les candidats ou soumissionnaires sont tenus de signaler dans les conditions prévues au présent article, les anomalies, erreurs, incohérences, imprécisions ou omissions qui sont susceptibles de les léser ou les conduire à renoncer à répondre à la lecture des documents de la présente procédure. A défaut de les avoir signalées, les candidats ou soumissionnaires sont réputés admettre que ces anomalies, erreurs, incohérences, imprécisions ou omissions ne les ont pas lésées dans leur compréhension des exigences du dossier de consultation et de leurs obligations contractuelles futures au stade de l'exécution du marché.

Les candidats pourront se procurer le CCAG Fournitures Courantes et Services auprès de la Direction des Journaux Officiels, 26, Rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15.

14 ÉCHANGES DANS LE CADRE DE LA PROCÉDURE

Les échanges avec le candidat (réponses aux questions, invitation à négocier...) pourront se faire par courriel ou via le profil acheteur PLACE : www.marches-publics.gouv.fr.

En cas d'envoi par PLACE, le candidat recevra, à l'adresse électronique indiquée dans la lettre de candidature, un courriel de « nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr ».

Le candidat devra vérifier que « nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr » ne soit pas considéré comme un SPAM et l'intégrer dans sa liste de contacts.

En référence à l'article R. 2132-7 du code de la commande publique, l'opérateur économique procédant à la transmission par voie dématérialisée d'une candidature ou d'une offre est réputé avoir accepté l'utilisation d'un procédé électronique pour l'accomplissement des échanges nécessaires à la procédure objet du présent règlement de la consultation.

La CCI du Var attire donc l'attention des candidats et soumissionnaires sur le soin particulier qu'ils doivent consentir, lors du dépôt électronique de leur candidature et de leur offre, à leur identification sur le profil d'acheteur (la plateforme www.marches-publics.gouv.fr).

En particulier, le renseignement d'une adresse électronique opérante est nécessaire au déroulement de la procédure. Le caractère opérant de l'adresse électronique est constitué des 3 conditions cumulatives suivantes :

- L'adresse électronique est correctement saisie dans le formulaire dédié du profil d'acheteur,
- La consultation de la boîte de réception afférente à l'adresse électronique est effectuée par une ou plusieurs personnes physiques diligentes faisant partie de l'organisation de l'opérateur économique dédiée au traitement de la procédure de marché public,
- La boîte de réception afférente à l'adresse électronique est quotidiennement consultée.

Seule fait foi l'adresse électronique libellée dans le registre de dépôt des plis généré par le profil d'acheteur (émanant de la saisie informatique du candidat/soumissionnaire dans le formulaire dédié du profil d'acheteur). Cette adresse électronique conditionne l'effectivité des échanges intervenant entre l'acheteur et le candidat/soumissionnaire.

En l'absence de la saisie d'une adresse électronique opérante, le candidat/soumissionnaire ne pourra se prévaloir à l'encontre de la CCI du Var d'un défaut d'information ou d'un défaut de formalité requise et des conséquences en résultant.

15 RECOURS

Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal administratif de Toulon, 5 rue Racine – CS 40510, 83041, Toulon Cedex 9, F, Téléphone : (+33) 4 94 42 79 30, Courriel : greffe.ta-toulon@juradm.fr, télécopieur : (+33) 4 94 42 79 89, Adresse internet : <http://www.toulon.tribunal-administratif.fr>.

Introduction de recours et délais :

-Référé précontractuel (Code de Justice Administrative, art. L. 551-1 et s et art. R. 551-1 et s). Le juge du référé précontractuel peut être saisi jusqu'à la signature du contrat.

-référé contractuel (Code de Justice Administrative, art. L. 551-13 et s.). Le référé contractuel peut être exercé dans un délai de 31 jours, à compter de la publication d'un avis d'attribution du contrat au Journal Officiel de l'union européenne (Joue) ou 6 mois, à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat, si aucun avis d'attribution n'a été publié ou si aucune notification de la conclusion du contrat n'a été effectuée.

-Recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat, issu de la jurisprudence " Tarn-Et-Garonne " (CE Ass, 4 avril 2014, Département de Tarn-Et-Garonne, no358994) dans un délai de 2 mois à compter des mesures de publicité appropriées.

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus sur l'introduction de recours :

Tribunal administratif de Toulon, 5 rue Racine – CS 40510, 83041, Toulon Cedex 9, F, Téléphone : (+33) 4 94 42 79 30, Courriel : greffe.ta-toulon@juradm.fr, télécopieur : (+33) 4 94 42 79 89, Adresse internet : <http://www.toulon.tribunal-administratif.fr>.